

BOUCHES-DU-RHÔNE

III<sup>ème</sup> SECTION

Réglementation Economique

N<sup>o</sup> 289 de 1963

2<sup>ème</sup> CLASSE

## A R R E T É

LE PREFET DE LA REGION DE PROVENCE - COTE D'AZUR, CORSE  
PREFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE  
Grand Officier de la Légion d'Honneur,  
Croix de Guerre 1939-1945,

Vu la loi du 19 décembre 1917 relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes et les textes qui l'ont ultérieurement modifiée ;

Vu le décret n<sup>o</sup> 64-303 du 1<sup>er</sup> avril 1964 ;

Vu le décret du 24 décembre 1919, ultérieurement modifié portant réglementation et nomenclature des établissements précités ;

Vu la demande par laquelle M. la Société ~~SAINT-PIERRE-PAUL~~ dont le siège social est à PARIS (VII<sup>ème</sup>), 8 rue de l'Indépendance sollicite

l'autorisation ~~d'augmenter de porter de 2.200 m<sup>3</sup> à 3.600 m<sup>3</sup> la capacité de~~  
~~stockage du dépôt de noir de fumée dit "système pour chauffage domestique"~~  
~~sur une voie de terre l'Indépendance~~ en deuxième classe des établissements précités ;

Vu le dossier annexé à cette pétition ;

Considérant qu'il y a lieu de soumettre ce projet aux formalités d'enquête de commodo et incommode prescrites par la loi et les règlements sus-visés ;

Sur la proposition de M. le Secrétaire Général des Bouches-du-Rhône,

## A R R E T É :

ARTICLE 1<sup>er</sup>. — Le projet sus-visé sera déposé à la Mairie de ~~SAINT-PIERRE-PAUL~~ à la disposition de tous les intéressés pendant quinze jours.

M. ~~POLLE GUENET~~, Ingénieur à Châteauneuf-les-Martigues est nommé Commissaire Enquêteur.

ART. 2. — Le Commissaire Enquêteur recevra les éventuelles observations aux lieu, jour et heure qui seront indiqués dans un avis du Maire.

Cet avis sera publié et affiché à la Mairie, ainsi que dans le voisinage de l'établissement projeté.

ART. 3. — Dans les huit jours qui suivront la clôture de l'enquête, le Commissaire Enquêteur convoquera le requérant et lui communiquera sur place les observations écrites ou orales consignées dans son procès-verbal. Il l'invitera à produire, dans un délai maximum de quinze jours, un mémoire en réponse.

ART. 4. — Passé ce délai, le Commissaire Enquêteur procédera à la clôture du dossier, signera le registre des déclarations, visera et signera les différentes pièces du dossier ayant servi de base à l'enquête.

Il rédigera son avis motivé dans un délai de huit jours et transmettra aussitôt le dossier à la Préfecture.

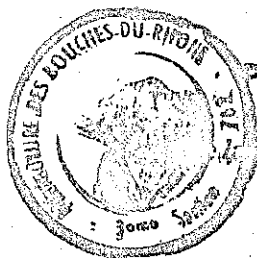
M. le Sous-Préfet d'Aix-en-Provence

ART. 5. — M. le Secrétaire Général des Bouches-du-Rhône/et M. le Maire de

~~MAIRIE L'ETAT~~ sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent

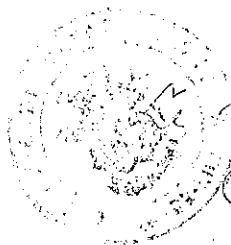
arrêté dont ampliation sera adressée à M. le Maire d ~~MAIRIE L'ETAT~~.

MARSEILLE, LE - 2 MAI 1966



POUR AMPLIATION  
Le Chef de la Section  
Réglementation Economique

Robert COUSIN



*M. le*  
*[Signature]*